

15-16 February 2016

The Farmers' Forum

In conjunction with the thirty-ninth session
of IFAD's Governing Council



Session spéciale du Forum paysan avec les pastoralistes et les éleveurs de bétail

12 et 13 Février 2016, FIDA, Rome

Rapport

Table des matières

Contexte :	4
1. Session d’ouverture et adoption de l’ordre du jour	5
2. Présentation sur le processus de consultation sur le pastoralisme et l’élevage extensif, mené par VSF International.....	5
3. Présentation des principaux messages issus des 5 consultations régionales	6
4. Présentation conjointe de FIDA et FAO sur leur engagement en faveur du développement pastoral	11
5. Présentation sur l’importance du pastoralisme et l’élevage extensif	12
6. Déclaration de l’Alliance mondiale pour les peuples indigènes mobiles (World Alliance of Mobile Indigenous Peoples, WAMIP).....	12
7. Sessions en groupes de travail	13
8. Ecriture de la déclaration	16
9. La déclaration de la session spéciale.....	16

Abréviations et acronymes

ESA	East and Southern Africa Division (IFAD)
FAFO	Farmers' Forum
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations
FO	farmers' and rural producers' organization
GC	Governing Council
IFAD	International Fund for Agricultural Development
IFAP	International Federation of Agricultural Producers
IFOAM	International Federation of Organic Agriculture Movements
INOFO	Intercontinental Network of Organic Farmers Organizations
IYFF	International Year of Family Farming
LAC	Latin America and the Caribbean Division (IFAD)
LVC	La Via Campesina
M&E	monitoring and evaluation
MERCOSUR	Southern Cone Common Market
MTCP	Medium-term Cooperation Programme with Farmers' Organizations in Asia
MVIWATA	National Network of Farmers' Groups (Tanzania)
NAFSO	National Fisheries Solidarity Movement
NEN	Near East, North Africa and Europe Division (IFAD)
NEPAD	New Partnership for Africa's Development
NGO	non-governmental organization
OFAI	Organic Farmers Association of India
P4P	Purchase for Progress
PAFO	PanAfrican Farmers Organization
PIFON	Pacific Island Farmers Organizations Network
PTA	Policy and Technical Advisory Division (IFAD)
ROPPA	Network of Farmers' and Agricultural Producers' Organizations of West Africa
SFOAP	Support to Farmers' Organizations in Africa Programme
SSF	small-scale fisher
SSF-G	Voluntary Guidelines on Securing Sustainable Small-scale Fisheries
SSFO	small-scale fishers organization
UMAGRI	Maghreb Farmers Union
VSF	Vétérinaires Sans Frontières
VGGT	Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure
WAMIP	World Alliance Of Mobile Indigenous Peoples
WCA	West and Central Africa Division (IFAD)
WFF	World Forum of Fish Harvesters and Fish Workers
WFFP	World Forum of Fisher Peoples
WFO	World Farmers' Organization
WFP	World Food Programme
WRF	World Rural Forum

Contexte :

L'un des principaux résultats qui ressortaient de la 5^{ème} réunion mondiale du Forum Paysan du FIDA (FAFO)¹ qui s'est tenue à Rome en février 2014, a été la recommandation d'apporter «plus d'attention aux éleveurs et pastoralistes», et notamment d'organiser «une session spéciale sur les questions de l'élevage et le pastoralisme lors du suivant Forum Paysan». Sur la base de cette recommandation, le FIDA a sélectionné – selon un processus compétitif – le consortium d'ONG Vétérinaires Sans Frontières (VSF) pour faciliter les consultations régionales et la Session Spéciale du Forum Paysan. Les principaux résultats découlant des consultations régionales visaient donc à alimenter la Session Spéciale avec les pastoralistes et les éleveurs de bétail qui a eu lieu les 12 et 13 février 2016, précédant le Forum Paysan.

Les cinq consultations régionales avec des organisations de pastoralistes et d'éleveurs ont été organisées en janvier 2015 en Afrique occidentale et centrale, en Afrique orientale et australe, en Afrique du Nord et Proche-Orient, en Asie et en Amérique latine. Chaque consultation régionale était axée sur: a) la validation des résultats de l'inventaire des acteurs du pastoralisme et de l'élevage réalisé par VSF et ses partenaires régionaux ; b) la discussion sur le *modus operandi* du FIDA et sur les opportunités de partenariat entre les projets supportés par le FIDA et les organisations d'éleveurs et de pasteurs; c) la préparation des messages clés pour la Session Spéciale du Forum Paysan avec les pastoralistes et les éleveurs de bétail.

Les consultations régionales ont été organisées sur une base inclusive, englobant la plupart des acteurs représentant les organisations des pastoralistes et des éleveurs. Au total, plus de 200 participants issus de 38 pays ont pris part aux ateliers régionales de consultation :

- 85 délégués du Burkina Faso, Cameroun, République centrafricaine, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal et Tchad ont participé à l'atelier de l'Afrique occidentale et centrale, organisé à Bamako (Mali) du 7 au 9 janvier 2016 ;
- 28 délégués de l'Éthiopie, le Kenya, la Namibie, l'Afrique du Sud, la Somalie, le Soudan du Sud, la Tanzanie et l'Ouganda, ont participé à l'atelier pour l'Afrique orientale et du sud, organisé à Nairobi (Kenya) du 21 au 23 janvier 2016 ;
- 39 délégués de l'Algérie, Égypte, Iran, Jordanie, Maurétanie, Maroc, Arabie saoudite, Soudan, Tunisie et de Turquie ont participé à l'atelier de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient, organisé à Hammamet (Tunisie) les 14 et 16 janvier ;
- 30 délégués de l'Afghanistan, l'Inde, le Kirghizstan, la Mongolie et la Russie ont participé aux réunions asiatiques, organisée au parc national Hustai, Mongolie, les 25 et 26 janvier ;
- 30 délégués en provenance de l'Argentine, de la Bolivie, du Chili, du Paraguay et du Pérou ont participé à l'atelier de l'Amérique latine, organisée à La Paz, en Bolivie, du 17 au 19 janvier.

¹ Le Forum Paysan (FAFO) du FIDA est une plateforme permanent de consultation et de dialogue entre les organisations paysannes et de producteurs ruraux (les OP), le FIDA et les gouvernements, mettant l'accent sur le développement rural et la réduction de la pauvreté. Le FAFO a été créé en 2005. Il s'agit d'un processus « bottom-up » continu –et non un événement périodique– couvrant les opérations supportées par le FIDA et le dialogue politique; il est un outil de responsabilisation de l'efficacité du développement, en particulier dans les domaines de l'autonomisation des pauvres des zones rurales et leurs organisations; et d'interface entre les interventions au titre du développement rural en faveur des pauvres et le processus de renforcement de la capacité des agriculteurs et des organisations de producteurs ruraux (y compris les organisations de pêcheurs artisanaux, de paysans sans terre, les pastoralistes et les populations indigènes). Le FAFO est guidée par les principes d'inclusivité, de pluralisme, d'ouverture et de flexibilité. Il s'appuie sur les structures existantes, dans la mesure du possible, pour éviter la duplication des efforts. Il respecte également les organisations existantes et crée de nouveaux espaces si nécessaire. Depuis 2008, avant la réunion mondiale sont proposées des Sessions Spéciales pour permettre un débat sur des groupes ruraux spécifiques. À ce jour, on a organisé des Sessions Spéciales sur le rôle des femmes, sur l'importance des jeunes, sur la pêche artisanale et sur le pastoralisme et l'élevage.

Plus d'informations : https://www.ifad.org/topic/farmersforum/overview/tags/farmers_forum

Au cours de chaque atelier régional, 4 représentants ont été sélectionnés pour assister à la Session Spéciale et livrer les messages clés émanant de la région. La session spéciale du FAFO a rassemblé 18 représentants² des cinq sous-régions, outre le personnel du FIDA, le personnel de VSF et un certain nombre d'observateurs sélectionnés.

La session spéciale a été présidée par M. Djibo Bagna, président du ROPPA et membre du comité de pilotage du FAFO, qui a reconnu – lors de l'ouverture – l'importance d'une session consacrée au pastoralisme et l'élevage extensif au sein du Forum Paysan.

1. Session d'ouverture et adoption de l'ordre du jour

Lors de la séance d'ouverture, M. Bagna a invité tous les représentants des organisations des éleveurs et des pastoralistes à se présenter par région :

- Pour l'Asie: M. Atai Ayatkhaan, M. Tashi Tsering Ghale, Mme Munkhbolor Gungaa, M. Hanwant Singh Rathore
- Pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale: Mme Saoudata Walet Aboubacrine, M. Ibrahima Aliou, M. Dodo Boureima, Mme Oumou Kairy Diallo
- Pour l'Afrique de l'Est et du Sud: M. Roba Fantalle Jilo, Mme Shoba Liban, M. Benjamin B. Butambukah, M. Edward Porokwa
- Pour l'Afrique du Nord et le Proche-Orient: Mme Sarah Hatim Ibrahim Abdelarahman, M. Said Fagouri
- Pour l'Amérique Latine: Mme Julia Alicia Amarilla Leiva, Mme Maria Teresa Alvarez, M. Egidio Sixto Icuña Funes, M. Higinio Porto.

Par la suite, les observateurs et les autres participants, y compris les facilitateurs, ont été invités à se présenter. Parmi les observateurs, il y a eu un certain nombre de membres du comité de pilotage et des participants du FAFO: Mme Estrela Penunia Banzuela, M. Edgardo Garcia, M. Fernando Lopez, Mme Elizabeth Mpofo et Mme Elisabeth Atangana.

À la suite de l'introduction des participants et des observateurs, l'agenda a été présentée et approuvée (ici, en [anglais](#), [français](#) et [espagnol](#)) et un comité de rapportage a été constitué.

Les participants ont souligné l'importance de l'Alliance mondiale pour les peuples indigènes mobiles (World Alliance for Mobile and Indigenous Peoples, WAMIP), étant la seule alliance mondiale sur le pastoralisme ; et ils ont demandé d'inclure la lecture d'une déclaration de WAMIP à l'ordre du jour. La demande a été approuvée par le président, et la déclaration a été inscrite à l'ordre du jour de l'après-midi, précédant la formation de groupes de travail.

2. Présentation sur le processus de consultation sur le pastoralisme et l'élevage extensif, mené par VSF International.

La [présentation](#) – donnée par Margherita Gomasasca, coordinatrice du réseau VSF International – était organisée en trois rubriques: (i) Répertoire des organisations d'éleveurs et autres acteurs du pastoralisme; (ii) Enquêtes; (iii) Consultations régionales et session spéciale au FAFO.

² Deux participants de l'Afrique du Nord et le Prochain-Orient n'ont pas obtenu le visa à temps ; pour ceci, les 20 participants attendus ont été réduits à 18.

Mme Gomasasca a expliqué que le **répertoire des organisations** a été mené par VSF international, avec le soutien des partenaires et des réseaux locaux, et en collaboration avec l'initiative « Plateforme de Connaissances Pastorales » de la FAO. Au total, 441 acteurs du pastoralisme ont été identifiés ; la liste des acteurs a été validée au cours des consultations régionales et ensuite lors de la session spéciale du FAFO (la liste est disponible [ici](#)).

Le consortium VSF a mené des **enquêtes** en Afrique, en Amérique Latine et en Asie sur deux niveaux : (a) au plan communautaire/des ménages, des enquêtes ont été menées en 8 territoires pastoraux (315 ménages interrogés au total) afin de se renseigner sur les pratiques pastorales; et (b) au niveau des pays (26 pays enquêtés) pour se renseigner sur les mesures politiques qui affectent le pastoralisme, la disponibilité des services, et le soutien institutionnel reçus par les communautés pastorales. Quelques résultats préliminaires ont été présentés, cependant Mme Gomasasca a souligné que l'analyse des données n'étant pas encore achevée, un rapport complet contenant les résultats aurait été publié plus tard en 2016.

En conclusion, un bref aperçu des **consultations régionales conduisant à la session spéciale du FAFO** a été présenté. Tous les documents et tous les résultats des réunions régionales sont consultables sur le site de VSF international ([ICI](#)).

Voici les principales remarques formulées au cours de la discussion résultant de la présentation :

- La nécessité d'inclure l'élevage extensif avec le pastoralisme, avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes;
- La nécessité d'adapter les politiques aux spécificités du pastoralisme et l'élevage extensif, en tenant compte des complémentarités socio-économique et écologique entre les différents territoires (par exemple : les politiques pastorales dans la région du Sahel devraient également concerner les zones cotières, où les produits du pastoralisme sont commercialisés);
- La nécessité de renforcer les alliances et les réseaux des pasteurs, aux niveaux national, régional et international;
- La nécessité de mettre davantage l'accent sur les problèmes de gestion des terres, les conflits, les questions liées à la mobilité et à l'accès aux marchés ;
- La nécessité de reconnaître que, outre l'identification de thèmes communs entre les pastoralistes dans le monde, la session spéciale devrait tenir compte du fait que chaque région a besoin d'approches spécifiques et adaptées aux besoins des pasteurs/éleveurs extensifs pour promouvoir son développement durable.

3. Présentation des principaux messages issus des 5 consultations régionales

- [Présentation de la consultation régionale d'Asie, par Mme Munkhbolor Gungaa \(la présentation est disponible \[ici\]\(#\)\)](#).

30 participants représentant 17 organisations d'éleveurs de l'Afghanistan, l'Inde, le Pakistan, le Népal, le Kirghizstan, la Mongolie et la Russie ont pris part à la consultation en Asie.

Mme Munkhbolor Gungaa a présenté les différents défis auxquels les pastoralistes sont confrontés dans leur environnement difficile, ce qui les a conduit à développer des stratégies d'adaptation et de résilience. Par exemple, la résilience des tribus nomades autochtones qui ont maintenu leurs savoirs traditionnels et contribué à la préservation de leurs écosystèmes fragiles depuis des siècles. Elle a souligné que, lors de la consultation régionale, une attention particulière a été consacrée aux femmes et aux jeunes dans les populations pastorales, et à leur rôle clé dans le développement des moyens de

subsistance pastorales. Un autre aspect fondamental débattu au niveau régional a été le contrôle sur les ressources naturelles. En outre, elle a souligné que, dans de nombreux pays d'Asie, les populations pastorales sont marginalisés et exclus des politiques locales.

- Domaines d'investissement prioritaires :

Mme Gungaa a présenté les priorités d'investissement clés abordés lors de la réunion régionale : l'autonomisation des femmes ; les services sociaux adaptés (éducation, santé, assurance, urgence, accès au crédit et d'autres services) ; programmes d'apprentissage nomades (*pastoralist field schools*) ; le développement des chaînes de valeur et l'accès au marché ; le changement climatique et les stratégies de réduction des risques de catastrophe ; la recherche et la formation sur la gestion des risques pour les populations pastorales ; le tourisme communautaire; la préservation, protection et amélioration des races locales et endogènes ; la santé animale ; le développement d'unités de production fourragère ; les technologies améliorées pour le lait et la transformation des produits laitiers.

- Priorités pour le dialogue politique :

Quelques recommandations concernant le dialogue politique et le palidoyer ont été présentés : promouvoir des politiques et une législation internationale destinée à faciliter la mobilité transfrontalière des populations pastorales et nomades ; garantir l'application effective des instruments internationaux et des mécanismes en matière de protection des droits des communautés pastorales indigènes ; renforcer les alliances pastorales aux niveaux régional, national et local ; faciliter l'échange de bonnes pratiques en ce qui concerne le leadership des pasteurs, notamment chez les femmes, les jeunes et les aînés grâce à la mise en place de modules de formation ; reconnaître et respecter les loi et les institutions coutumières des pasteurs, ainsi que les droits de propriété et d'usage commun des ressources naturelles ; soutenir une plateforme de communication unifiée des communautés pastorales, la publication du matériel d'information, des bulletins, des journaux, le site web et le forum en ligne du Pastoralist Knowledge Hub.

- Priorités pour le partenariat avec le FIDA :

Mme Gungaa a ensuite présenté les recommandations au FIDA sur les moyens d'améliorer les partenariats avec les organisations d'éleveurs et de pasteurs: assurer la participation des représentants pastorales dans les réunions mondiales du FAO et son comité de pilotage ; soutenir le renforcement des capacités des organisations pastoraux, afin d'accroître leurs possibilités de collaboration avec les gouvernements et le FIDA ; inclure les organisations des pasteurs et des éleveurs dans toutes les phases des projets, de la conception, à la mise en œuvre et l'évaluation ; soutenir l'application du Consentement libre, préalable et éclairé à tous les projets impliquant des pasteurs ; promouvoir les approches et programmes multi-pays afin de tenir compte des questions transfrontalières : mobilité, marchés, transmission des maladies, etc.

- Autres initiatives :

Enfin, Mme Gungaa a présenté le mécanisme de coordination de l'Asie centrale, établi dans le cadre de la Plateforme des Connaissances Pastorale, et l'association mondial des éleveurs de yack (World Yak Herders Association), récemment créée. Elle a ensuite exposé quelques messages pour la FAO, et elle a déclaré que la Plateforme de connaissances pastorales devrait être renforcé, pour qu'elle devienne un outil efficace pour la promotion des politiques, l'échange d'informations et le renforcement des capacités des pasteurs.

• [Présentation de la consultation régionale en Afrique orientale et australe — par M. Benjamin Mutambukah](#)

M. Mutambukah a informé les participants de la réunion régionale qui a eu lieu à Luckenya, à Nairobi, les 22 et 23 janvier 2016, avec des représentants de 25 organisations pastorales

issues de 8 pays. La réunion a été organisée conjointement par COPACSO et VSF, avec le support de la FAO (Plateforme de Connaissances Pastorales) et le FIDA.

- Domaines d'investissement prioritaires :

Quatre grandes priorités d'investissement pour le FIDA ont été définies au cours de la réunion au Kenya. La première étant la gestion des pâturages, ce qui est essentiel pour le pastoralisme. Deuxièmement, le renforcement des capacités et le soutien institutionnel aux éleveurs et à leurs organisations. Troisièmement, les infrastructures pastorales, notamment l'investissement dans les infrastructures hydrauliques, des routes, des communications, mais aussi des infrastructures de marché transfrontalières. La quatrième priorité c'est la commercialisation, car les marchés et leur accessibilité sont indispensables pour améliorer le bien-être des pasteurs. À côté de ces 4 domaines prioritaires, d'autres domaines transversaux ont été identifiés : le développement des compétences des jeunes et la nécessité de renforcer les systèmes d'alerte rapide.

- Priorités pour le dialogue politique :

Le domaines prioritaires pour le dialogue politique identifiés au cours de la consultation en Afrique de l'Est et du Sud c'étaient : le soutien à la mise en œuvre inclusive et participative des cadres politiques continentales et régionales sur le pastoralisme (p.ex. le cadre stratégique pour le pastoralisme de l'Union Africaine); et le soutien des initiatives de recherche sur la contribution du pastoralisme aux économies d'Afrique de l'est et du sud. En outre, il a été suggéré que le FIDA devraient jouer un rôle actif pour veiller à ce que les directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers (VGTT en anglais) sont mises en œuvre et respectées.

- Priorités pour le partenariat avec le FIDA :

Il a été suggéré que le FIDA : soutient l'inclusion d'organisations d'éleveurs dans le comité de pilotage du FAFO ; élabore une politique en faveur du pastoralisme (comme ça a été également recommandé par l'évaluation conjointe du FIDA et la FAO) ; crée un poste de conseiller technique sur le pastoralisme au siège, pour s'occuper de questions liées au pastoralisme. Ensuite, au niveau national, le FIDA devrait avoir un rôle pour : garantir que les organisations d'éleveurs soient représentés dans les équipes nationales de gestion des programmes ; améliorer leur participation à l'élaboration des stratégies opérationnels nationaux (COSOP), ainsi que dans le processus de conception, planification, mise en œuvre et supervision de projets et programmes par pays ; et veiller que tous les projets co-financés par le FIDA mettent en pratique le principe du consentement libre, préalable et éclairé.

- [Présentation de la consultation régionale en Afrique occidentale et centrale par M. DODO boureima et M. Ibrahim Aliou \(la présentation est disponible \[ici\]\(#\)\).](#)

La consultation en Afrique de l'Ouest et du Centre a eu beaucoup de succès, en rassemblant 85 participants à Bamako grâce aux efforts conjoints de la FAO (plateforme de connaissances pastorales), le FIDA, SNV et Acting for Life. Parmi les participants figuraient des différents acteurs engagés dans le pastoralisme et l'élevage : organisations d'éleveurs et de pasteurs, institutions régionales, ONGs, représentants gouvernementaux, organisations internationales, agences de coopération internationale et chercheurs.

Au cours de la réunion de Bamako, les participants ont reconnu l'importance du pastoralisme et le fait qu'on constate un regain d'intérêt pour le pastoralisme en Afrique du Centre et de l'Ouest. Au cours de son exposé, M. Aliou a évoqué également les différents défis et enjeux à prendre en compte, notamment: l'absence d'une vision commune entre les pays du Sahel et les pays côtiers lorsqu'il s'agit de développement pastoral ; un manque d'actions concrètes et des programmes opérationnels destinés à mettre en œuvre les politiques existantes ; le changement climatique ; la forte croissance démographique.

- **Domaines d'investissement prioritaires :**

(a) Soutenir la réalisation, la gestion durable et inclusive des aménagements et équipements/infrastructures pastorales sur la base des plans négociés localement ; (b) Renforcer l'accès des populations d'éleveurs et de pasteurs aux services sociaux de base adaptés à la mobilité, notamment en ce qui concerne l'éducation, la santé et l'eau potable ; (c) Soutenir les actions de sécurisation foncière et de mobilité pastorale.

- **Priorités pour le dialogue politique :**

(a) Investir dans le renforcement institutionnel des organisations pastorales et leurs cadres de concertation ; (b) Accompagner les initiatives de production des données économiques et de statistiques fiables sur le pastoralisme et l'élevage ; (c) Soutenir les initiatives de capitalisation de connaissances endogènes fondamentales pour la conservation du patrimoine productif, des valeurs et du savoir-faire pastoral.

- **Priorités pour le partenariat avec le FIDA :**

(a) Associer les Organisations Paysannes aux mécanismes de formulation, de pilotage, de mise en œuvre, et de suivi et évaluation des projets financés par le FIDA ; (b) Assurer une meilleure information des OP d'éleveurs et pasteurs sur les processus d'élaboration des COSOP en vue de leur implication effective aux instances de gouvernance nationale des programmes pays et aux instances décisionnelles du FIDA ; (c) Assurer la maîtrise d'ouvrage délégué lié aux réalisations des infrastructures et ouvrages pastoraux pour mieux servir les acteurs à la base

• [Présentation de la consultation régionale en Afrique du Nord et au Moyen-Orient par M Said Fagouri et Mme Sarah Hatim \(la présentation est disponible \[ici\]\(#\)\).](#)

La réunion régionale qui a eu lieu en Tunisie, les 14 et 16 janvier 2016, a été organisée conjointement par VSF, la FAO (PKH) et WAMIP. 40 représentants de 10 pays ont participé à la réunion.

- **Domaines d'investissement prioritaires :**

Lors de la présentation, l'accent a été mis sur les domaines d'investissement prioritaires pour le FIDA tels que : la gestion des ressources naturelles ; l'accès à la terre et la gestion du foncier ; l'accès au crédit et aux services financiers ; les infrastructures et équipements ; le renforcement institutionnel et le renforcement des capacités des organisations pastorales pour améliorer les services livrés aux éleveurs ; les pratiques de gestion durable des terres et pâturages ; et l'amélioration de la production animale et les potentiels de commercialisation.

- **Priorités pour le dialogue politique :**

(a) Inclure les groupes les plus vulnérables (les jeunes, les femmes et les minorités); (b) Soutenir la décentralisation et le renforcement des institutions autochtones/traditionnels; (c) Renforcer les capacités des organisations locales afin de représenter les communautés pastorales et contribuer au dialogue politique; (d) Préserver et valoriser les connaissances et le savoir-faire locales et autochtones.

- **Priorités pour le partenariat avec le FIDA :**

(a) Fournir une plateforme aux communautés pastorales dans le cadre du FAFO et d'autres forums internationaux pertinents ; (b) Négocier avec les gouvernements la participation des organisations des pasteurs dans la formulation des stratégies nationales de développement et les stratégies par pays du FIDA (COSOP), et améliorer l'accès aux informations ; (c) Réaliser des évaluations participatives des besoins des pasteurs; (d) Associer les organisations des pasteurs dans la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de projets financés par le FIDA.

- [Présentation de la consultation régionale en Amérique Latine — par Mme Maria Teresa Alvarez et M. Higinio Porto \(la présentation est disponible \[ici\]\(#\)\).](#)

La réunion de consultation régionale s'est tenue à La Paz, en Bolivie, du 17 au 19 janvier, avec la participation de 30 participants, qui représentaient 19 organisations d'éleveurs et des pasteurs de 5 pays d'Amérique du Sud.

Mme Alvarez et M Porto ont souligné l'importance du pastoralisme dans le développement rural, à savoir ses contributions essentielles à la sécurité alimentaire, la nutrition, la création de revenus, le développement économique, la gestion durable des ressources naturelles et le maintien de la culture et des connaissances traditionnelles.

- Domaines d'investissement prioritaires :

En ce qui concerne les priorités d'investissement du FIDA, un accent particulier a été mis sur la nécessité d'investir de manière holistique sur toute la chaîne de production. Tous les projets et programmes d'investissement doivent agir dans le respect des paysans et des peuples autochtones, de ses institutions et formes d'organisation, et ne doivent pas être motivés uniquement par une perspective économique (ils doivent inclure tous les autres dimensions). Enfin, ça a été souligné que le FIDA devrait investir dans le développement de projets productif visant à éliminer les intermédiaires dans la filière viandes tout comme dans la filière fibres.

- Priorités pour le dialogue politique :

Les recommandations suivantes ont émergé de la consultation régionale latino-américaine : (a) Encourager l'élaboration d'une loi spécifique en faveur de l'élevage extensif et spécifique à chaque pays (en particulier axée sur les petits ruminants et les camélidés), étant donné que les législations actuelles se concentrent principalement sur les grandes entreprises agro-industrielles à grande échelle et sur l'élevage intensif de grande échelle. (b) Promouvoir la création de vice ministères ou directions chargées de l'élevage extensif, qui doivent être responsables de l'ensemble de la chaîne de valeur. (c) Promouvoir le renforcement des organisations de producteurs aux niveaux local, provincial, régional et national et promouvoir des espaces de dialogue nationaux et locaux. (d) Promouvoir un dialogue ouvert avec l'ensemble des parties prenantes sur les politiques, les projets, la promotion et le financement. (e) Promouvoir le dialogue avec les grandes sociétés minières, portant sur la responsabilité sociale et environnementale. (f) Protéger et préserver les espaces pastoraux de l'accaparement des terres par des investisseurs et des gouvernements étrangers.

Enfin, une demande spécifique a été faite en vue de soutenir la proposition de déclarer 2017 Année internationale des camélidés.

- Priorités pour le partenariat avec le FIDA :

Il a été souligné que la priorité principale pour le FIDA devrait être de renforcer les organisations pastoralistes, pour qu'elles puissent jouer un rôle plus efficace dans la sphère politique, économique et productive. Les participants à la réunion régionale ont également proposé que les gouvernements nationaux devraient mettre en place, conjointement avec le FIDA, des Forum Paysans nationaux et s'appuyer sur les mécanismes de représentation aux niveaux régional et international légitimés par les organisations. À cet égard, ils ont recommandé que la participation des éleveurs et des pasteurs devrait être assurée à tous les événements globaux pertinents. Enfin, ils ont remarqué que le FIDA et les gouvernements nationaux devraient se concerter avec les organisations d'éleveurs et des pasteurs pour identifier les domaines prioritaires dans chaque pays.

- [Débat en plénière:](#)

À la suite des cinq présentations, le président a ouvert le débat en plénière pour des commentaires et des demandes de renseignements. Les thèmes qui ont été discutés concernaient :

- L'importance des femmes et des approches de genre ;
- La nécessité de disposer de davantage de données fiables (chiffres, statistiques et gestion des connaissances) ;
- La nécessité de disposer de mécanismes spécifiques pour faire face aux investissements des industries extractives en territoires pastoraux ;
- L'importance d'aborder tant le pastoralisme que l'élevage extensif.

Par la suite, M Roberto Longo a remercié tous les groupes régionaux pour les recommandations formulées, et il a pris note de la demande des organisations des pasteurs et des éleveurs pour un dialogue renforcé dans le processus décisionnel et dans l'élaboration des projets, y compris la demande adressée au FIDA pour faciliter le processus de dialogue politique.

En outre, M Antonio Rota a observé que, tel qu'il a été repris dans les présentations, la collecte et analyse de données est une question très importante, qui est de plus en plus nécessaire pour informer le dialogue politique et l'identification des projets. M Rota a aussi informé les participants qu'à cet égard, le FIDA était en cours de négociation d'une subvention qui permettrait aux pasteurs à développer des systèmes de collecte de données.

M Rota a ensuite évoqué son désir de créer un groupe de travail au sein du FIDA pour aborder la question de l'accaparement des terres, en particulier avec une approche régionale en raison de la nature transfrontalière du pastoralisme. Il a enfin mentionné d'autres thèmes qui avaient été abordés lors des présentations, tels que le changement climatique et la qualité des produits du pastoralisme, dont la qualité et l'hygiène doivent être améliorées.

Enfin, Mme Antonella Cordone a donné des informations générales supplémentaires sur le FIDA, et elle a expliqué que le FIDA en 2008 était déjà la première structure de financement qui introduisait le Consentement libre, préalable et éclairé dans le dialogue politique³.

4. Présentation conjointe de FIDA et FAO sur leur engagement en faveur du développement pastoral

La présentation par Mme Catrina Perch et M Oscar García est disponible [ici](#).

La présentation incluait les principales conclusions et recommandations de la synthèse d'évaluation conjointe. L'évaluation conjointe a été réalisée par un bureau d'évaluation indépendant afin de passer en revue l'expérience acquise par le FIDA/FAO dans le développement pastoral. L'évaluation se basait sur l'analyse et la documentation des actions menées, en tenant compte aussi bien des expériences réussies comme de celles qui avaient échoué. À cette fin, on a analysé 65 rapports d'évaluation de la FAO et du FIDA couvrant la période 2003-2013, et on a ensuite triangulé l'information avec des interviews et l'analyse des données. La présentation de Mme Perch et M García portait essentiellement sur le FIDA, bien que nombreuses recommandations étaient adressées aux deux organisations.

L'évaluation commune a reconnu que le pastoralisme est pertinent au mandat à la fois de la FAO et du FIDA, mais qu'il existe toujours un manque de compréhension correcte des systèmes pastoraux, ce qui entraîne que bien souvent le soutien des deux organisations a fini pour encourager la sortie du système pastoral ou pour soutenir les activités sédentaires ; ou il

³ Le Consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) est un principe opérationnel offrant aux collectivités locales la possibilité de donner ou refuser leur consentement à des propositions de programmes d'investissement et de développement susceptibles d'avoir une incidence sur leurs droits, l'accès aux terres, territoires et ressources, ainsi que leurs moyens de subsistance. Le CLPE est sollicité par des consultations de bonne foi avec les représentants approuvés par les Communautés. Il garantit qu'ils participent au processus décisionnel concernant un projet de développement.

s'est avéré que les services fournis n'étaient pas adaptés à la mobilité des pasteurs. Les évaluateurs ont présenté les principales conclusions de l'étude autour de 6 axes d'intervention (la pauvreté et la faim, la gestion des risques, la gestion des ressources naturelles, les approches participatives pour l'aménagement du territoire, le plaidoyer et le genre), en mettant en lumière des réussites et des échecs.

Enfin, ils ont fourni quatre grandes recommandations adressées au management de FAO et FIDA:

- La FAO et le FIDA devraient se doter d'une politique pour le développement pastoral, en contribuant à garantir un cadre conceptuel cohérent et des directrices systématiques
- Dans le FIDA et la FAO il faut construire et adapter des capacités pour un engagement systémique dans le développement pastoral
- Élaborer une stratégie de la gestion des risques et de résilience pour chaque programme pastoral
- Soutenir les actions de plaidoyer des pastoralistes et à nom des pastoralistes et des personnes dont la subsistance dépend des systèmes pastoraux.

5. Présentation sur l'importance du pastoralisme et l'élevage extensif

L'exposé de M Michele Nori est disponible [ici](#). Il a été conçu comme consolidation des conclusions des différentes consultations régionales. La présentation portait sur les raisons de l'importance du pastoralisme, sur ses besoins spécifiques et sur les moyens pour le soutenir dans le futur.

M Nori a expliqué que le pastoralisme constitue la meilleure stratégie de survie dans des zones difficiles. Le pastoralisme fournit des aliments, des revenus et de l'emploi ; il rend les pâturages productifs ; il protège des ressources naturelles qui sont riches mais fragiles ; il habite et gère de vastes territoires (règles, normes, institutions) ; il fournit des options pour faire face aux aléas du climat ; et il maintient et développe des spécificités socioculturelles autochtones. M Nori a également souligné l'importance de la mobilité pour l'économie pastorale, et il a attiré l'attention sur les menaces croissantes qui remettent en cause l'accès des pasteurs aux pâturages. Celles-ci incluent : l'activité minière, l'extraction pétrolière, les parcs naturels, l'intensification de l'agriculture, l'élevage commercial et aussi les conflits et l'occupation des territoires.

M Nori suggérait que l'un des aspects principaux à prendre en considération est que les pasteurs de nos jours non seulement sont demandeurs de services pour leurs animaux ou de droits sur leurs terres ; mais qu'ils exigent leur reconnaissance en tant que citoyens d'une société globale, et en tant que les meilleurs alliés pour maintenir les zones arides plus productives et plus sûres.

Cet exposé a ouvert la séance de l'après-midi et il a offert des indications sur la manière de poursuivre les activités dans le cadre des groupes de travail dans l'après-midi.

6. Déclaration de l'Alliance mondiale pour les peuples indigènes mobiles (World Alliance of Mobile Indigenous Peoples, WAMIP)

La [déclaration de WAMIP](#) a été lue en session plénière par Mme Munkhbolor Gungaa. La déclaration mettait à l'avant l'importance de WAMIP en tant qu'alliance mondiale, structurée en réseaux régionaux, qui représente les pasteurs partout dans le monde depuis 2003. Par la déclaration, WAMIP demandait au FIDA (et à d'autres donateurs internationaux) de soutenir le développement de ses capacités opérationnelles, ainsi que de collaborer plus étroitement avec le Forum Paysan au FIDA, avec la plateforme de connaissances pastorales de la FAO, mais

aussi avec les agences de coopération et les ONG de développement. La déclaration visait également à alimenter les discussions au sein des groupes de travail l'après-midi.

7. Sessions en groupes de travail

Les participants ont été répartis en trois groupes de travail, visant à consolider les résultats des consultations régionales :

1) Domaines d'investissement prioritaires

Le rapporteur du groupe était M. Tashi Tsering Ghale. Les participants étaient M. Ibrahima Aliou, M. Benjamin B. Mutanbukah, Mme Alicia Amarilla, M. Higinio Porto, Mme Munkhbolor Gungaa.

Après avoir examiné les déclarations des réunions régionales, le groupe a rédigé des recommandations consolidées autour des thèmes suivants:

- **RENFORCEMENT DES CAPACITÉS:**
 - Soutenir les programmes d'apprentissage mobile
 - Renforcer la capacité des décideurs politiques au sujet des dynamiques du pastoralisme
 - échange de connaissances et d'expériences: programmes Sud/Sud
 - Gouvernance des organisations pastorales et OSC
- **FONCIER/GESTION DES RESSOURCES NATURELLES/GESTION DES RISQUES:**
 - Soutien à l'accès et au contrôle des ressources naturelles
 - propriété de terres communautaires
 - Systèmes d'alerte précoce (prévision: systèmes basés sur le GIS)
 - Réhabilitation des pâturages sur les routes de l'élevage
- **PRODUCTIONS ANIMALES:**
 - Santé (fourniture de services transfrontaliers)
 - Alimentation
 - Races locales
 - Gestion
- **TRANSFORMATION/COMMERCIALISATION:**
 - Développement inclusif de filières transfrontalières
 - Renforcer les capacités de commercialisation et accès aux marchés
 - Soutien face à la bureaucratie : éviter le harcèlement et taxations excessives
 - Technologie pour créer de la valeur ajoutée/diversification de la production
- **COLLECTE DES DONNÉES/GESTION DES CONNAISSANCES:**
 - données concernant le changement climatique et son impacte sur le pastoralisme
 - Capacité de collecte de données axées sur le pastoralisme
 - Soutien aux connaissances traditionnelles (d'herbes, de plantes, de races, ethno-vétérinaire)
 - données nationales pour identifier la contribution pastorale dans le PIB/économie/sécurité alimentaire) — visibilité dans les statistiques
- **INFRASTRUCTURES:**
 - Construire des routes rurales, ponts, points d'eau pour avoir accès à des pâturages
 - Énergies renouvelables
 - Infrastructure pour la transformation et la valorisation des produits animaux
- **SERVICES (ACCÈS ET SERVICES MOBILES):**
 - Crédits
 - Éducation

- Santé
- Protection social, assurance
- Communication : téléphones fixes, mobiles et stations de radio; technologies de l'information et de la communication
- D'AUTRES ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS (questions très sensibles) :
 - Tourisme communautaire et eco-tourisme
 - Renforcement de l'artisanat
 - Activités non-agricole (petites entreprises)
- JEUNES ET FEMMES :
 - Formation professionnelle: pastorale et non pastorale
 - Formation axée au genre sur la transformation et commercialisation
 - Émanciper les femmes pasteurs
- DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL :
 - Renforcer les organisations de la société civile pastorale
 - Renforcer les réseaux/alliances pastorale
 - Faciliter la participation à des événements internationales et/ou nationales sur le pastoralisme
 - Faciliter les investissements directs avec les communautés pastorales (et non via le gouvernement) et la transparence des investissements

2) Le dialogue politique et le plaidoyer

Mme Sarah Hatim a été choisi comme rapporteur. Les autres participants étaient: M. Edward Porokwa, Mme Saoudata Aboubacrine, M. Sixto Icuña, M Atai Ayatkhann.

Les résultats du groupe de travail contenaient les recommandations suivantes :

- Le FIDA devrait développer une politique spécifique sur le développement pastoral, qui doit être différente de la politique sur l'élevage. Le pastoralisme est également une culture et une identité;
 - Dans le cadre de cette politique, nous proposons des lignes directrices spécifiques sur les femmes pasteurs;
 - Cette politique devrait être intégrée dans le cadre plus large des droits de l'homme (Charte des droits des peuples indigènes et des droits des éleveurs, etc.)
- Le FIDA devrait renforcer les capacités institutionnelles des organisations d'éleveurs (locales, nationales et régionales) à influencer les processus d'élaboration des politiques (niveaux local, national, régional).
 - Le FIDA, conjointement avec la FAO devrait soutenir les OSC pastorales pour la récolte de données (statistiques, mais aussi capitalisation des connaissances endogènes). Aussi contrôle du respect de la législation liée au pastoralisme. Le FIDA devrait soutenir des institutions pastorales afin de recueillir des informations à un niveau local pour qu'elles puissent influencer sur les décisions.
 - Le FIDA devrait aider à la structuration des organisations et des réseaux indigènes et soutenir les institutions pour qu'elles développent leurs propres politiques sur le pastoralisme.
 - Le FIDA devrait soutenir la communication spécifique au pastoralisme.
- Le FIDA devrait soutenir la sécurisation du foncier pastoral communal et la gestion des ressources naturelles en ligne avec le cadre d'action en matière de propriété foncière du FIDA, et une prise en considération systématique de consentement libre, préalable et éclairé par les communautés/organisations pastorales.
 - Ceci est également lié à la circulation transfrontalière et la mobilité.

- La sécurité foncière est également liée au terrorisme, aux investissements dans les ressources naturelles par l'industrie extractive, etc. (également dans les pays post-soviétiques de l'Asie centrale et la Mongolie).
- Le FIDA devrait veiller à ce que ses stratégies par pays (COSOPs) sont le résultat d'une participation effective des pastoralistes dans les organisations de la société civile et qu'elles reposent donc sur des éléments de la vie sociale, économique, culturelle, de façon à minimiser les incidences négatives sur la subsistance d'éleveurs et optimiser le soutien aux communautés pastorales.

3) Partenariat avec le FIDA

Ce groupe était composé de: Mme, M. Golicha Shoba, M. Jilo Roba Fantalle, M. Boureima Dodo, Mme Diallo, M. Said Fagouri, Mme Oumou Kairy Diallo, M. Hanwant Singh Rathore, Mme Maria Teresa Alvarez. Mme Golicha était le rapporteur.

Les déclarations des 5 régions ont été analysées par l'ensemble des participants, ce qui a permis de regrouper les recommandations sur l'amélioration du partenariat avec le FIDA en quatre niveaux :

- NIVEAU MONDIAL
 - Soutenir l'inclusion d'organisations de pasteurs et éleveurs au sein du comité de pilotage du Forum Paysan
 - Dotation d'un expert permanent sur le pastoralisme au sein du personnel technique du FIDA.
 - FIDA doit se doter d'une politique sur le pastoralisme, conformément aux suggestions formulées par l'évaluation conjointe FAO-IFAD
- NIVEAU RÉGIONAL
 - Le FIDA doit promouvoir les investissements qui abordent la dimension transfrontalière du pastoralisme (ressources génétiques, maladies animales transfrontalières, sécurité, commerce, changement climatique,...)
- NIVEAU NATIONAL
 - Participation et représentation des organisations des pasteurs et des éleveurs dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets d'investissement du FIDA
 - Les thématiques du domaine pastoral et des éleveurs doivent être analysées et intégrées au niveau d'élaboration des COSOP
 - Le consentement libre, préalable et éclairé doit être demandée pour tous les investissements
 - Inclure les organisations pastoralistes bien structurées comme principaux partenaires chargés de la mise en œuvre des projets d'investissement du FIDA, sur la base des accords tripartites entre le FIDA, le gouvernement et les organisations partenaires
 - Le FIDA doit informer systématiquement les organisations des pasteurs et des éleveurs sur le calendrier et le processus de négociation des COSOPs et des projets d'investissement
- NIVEAU DES PASTEURS ET ÉLEVEURS
 - Appui institutionnel aux organisations d'éleveurs avec d'actions de renforcement des capacités
 - Prise en compte de la dimension de genre et de la jeunesse

Les résultats des groupes de travail ont été présentés et validés lors de la session plénière.

8. Ecriture de la déclaration

Le comité de rédaction de la déclaration de la session spéciale était constitué par les 5 délégués qui ont participé au Forum Paysan⁴ et les 3 rapporteurs des groupes de travail, avec l'aide de quelques membres de l'équipe de VSF et du FIDA. Le comité de rédaction a travaillé le soir du 12 février et la matinée du 13 février sur la base des résultats des groupes de travail, et a élaboré un projet de déclaration traduit dans trois langues.

9. La déclaration de la session spéciale

Dans l'après-midi du 13 février, tous les 18 participants (délégués) régionaux et quelques observateurs externes des organisations pastoralistes et d'éleveurs, se sont réunis en session plénière pour discuter et valider la déclaration finale en trois langues. L'équipe de VSF a pourvu l'appui technique et la facilitation linguistique, et la session a été présidée par Mme Munkhbolor Gungaa.

La déclaration peut être téléchargée ici en [anglais](#), en [français](#) et en [espagnol](#).

DÉCLARATION DE LA SESSION SPECIALE DU FORUM PAYSAN AVEC LES PASTEURS ET LES ELEVEURS EXTENSIFS

Rome, 13 février 2016

Nous, les pasteurs et éleveurs extensifs représentant à la Session Spéciale avec les pasteurs et les éleveurs extensifs de la 6ème réunion mondiale du Forum Paysan, représentant la voix de millions de personnes issues des communautés pastorales à travers le monde, nous exprimons notre appréciation du processus du Forum Paysan et reconnaissons l'engagement du FIDA pour soutenir la consultation qui a été organisée en Asie, Afrique et Amérique latine et a rassemblé plus de 200 représentants de 38 pays pour recueillir nos préoccupations majeures, nos besoins, nos revendications et nos propositions pour améliorer nos moyens de subsistance.

Le pastoralisme est le principal moyen de subsistance dans de nombreuses zones arides et montagneuses, et dans d'autres zones aussi, où d'autres formes de pratiques agricoles sont impossibles. Les pasteurs contribuent à la gestion et la gouvernance efficace des parcours et la protection des ressources naturelles. Dans de tels territoires hostiles, le pastoralisme constitue la meilleure stratégie de subsistance afin de fournir nourriture, revenus et emplois; cela bénéficie non seulement aux communautés pastorales, mais aussi à tous ceux qui vivent dans les zones agricoles, les centres urbains et les régions côtières et qui bénéficient du commerce régional et des filières de produits pastoraux. Le pastoralisme fournit également des services essentiels pour la préservation des écosystèmes tels que la séquestration du carbone et la conservation de la biodiversité.

Les éleveurs comptent sur la mobilité du bétail et sur les terres communes pour leur subsistance. Nous utilisons nos savoirs traditionnels et notre système traditionnel de gestion foncière pour accéder aux parcours, produire de la nourriture et saisir les opportunités du marché. La mobilité est essentielle pour la capacité d'adaptation et les stratégies de résilience de nos communautés afin de faire face à la variabilité du climat et d'atténuer les situations de crise. Les femmes pasteurs jouent un rôle crucial et toujours plus

4 Un(e) délégué(e) par région. Les représentants au Forum Paysan étaient : Mme Munkhbolor Gungaa, Mme Maria Teresa Alvarez, M. Benjamin Mutanbukah, M. Said Fagouri, M. Dodo Boureima.

important dans la résolution des conflits, la cohésion sociale, le maintien de la paix et le renforcement de la souveraineté alimentaire.

Malgré les nombreux bénéfices du pastoralisme, nos communautés sont confrontées à de nombreux défis qui menacent nos modes de vie. Nous souffrons de marginalisation socio-culturelle, politique et environnementale, d'exclusion du dialogue politique, de conditions inéquitables pour l'accès au marché et le commerce, de niveaux d'investissement trop faible ce qui conduit à un accès limité aux services et aux infrastructures de base. Nous subissons les effets de politiques défavorables qui conduisent à la dépossession des ressources naturelles et de nos terres, la sédentarisation et les déplacements forcés. L'accapement des terres et des ressources en eau, la pression démographique, le changement climatique et la dégradation de l'environnement nuisent à nos moyens de subsistance et alimentent les conflits, l'insécurité et la migration des jeunes des communautés pastorale. Souvent, les investissements d'intérêt public au nom du développement national affectent négativement nos moyens de subsistance en accaparant les terres, l'eau et d'autres ressources naturelles.

Le pastoralisme va au-delà d'une activité de production animale; c'est un mode de vie, une culture et une identité. Nous, les pasteurs, sommes des citoyens à part entière et nos droits, notre culture et nos institutions coutumières doivent être reconnus et respectés.

Nous demandons au FIDA qu'il reconnaisse le caractère unique de nos moyens de subsistance qui nécessitent des approches et des investissements sur mesure.

Les domaines prioritaires d'investissements en faveur des pasteurs-nomades et des éleveurs extensifs.

Nous demandons au FIDA d'investir directement dans le développement des ressources pastorales (le développement humain, l'élevage et les ressources naturelles).

Promouvoir les infrastructures clés dans le secteur et en particulier:

- Soutenir la construction de points d'eau durables dans des endroits stratégiques pour les pasteurs-nomades et les éleveurs extensifs. Il s'agit entre autres de promouvoir les énergies renouvelables pour l'utilisation des eaux souterraines pour les pâturages ou d'autres activités.
- Construire/réhabiliter/entretenir les pistes rurales et les couloirs pastoraux pour améliorer l'accessibilité aux pâturages et la mobilité.
- Investir dans les infrastructures/unités de production et des technologies innovantes pour la production de fourrage, la transformation des produits d'élevage et de la valeur ajoutée

Faciliter l'accès des éleveurs aux services économiques pour le développement des chaînes de valeur:

- Favoriser l'accès aux intrants pour la production: les services vétérinaires, la nutrition, les services de conseil, etc.
- Promouvoir l'accès aux marchés (locaux, nationaux, régionaux et internationaux) pour les produits d'origine animale issu des systèmes pastoraux et des systèmes de production extensif.
- Promouvoir les services transfrontaliers inclusifs et coordonnés dans des domaines tels que la santé animale, la surveillance épidémiologique, les systèmes d'alerte précoce, le développement des filières, les systèmes d'information sur le marché, etc.

Soutenir le renforcement des capacités et l'appui institutionnel, en particulier pour les femmes et les jeunes:

- Appuyer la mise en œuvre des programmes de formation et d'apprentissage mobile pour les éleveurs-pasteurs.
- Soutenir le développement d'activités génératrices de revenus alternatives et complémentaires en particulier celles qui favorisent la promotion des connaissances et des pratiques traditionnelles (artisanat, activités hors ferme, l'éco-tourisme/tourisme communautaire, la production,

transformation et la commercialisation des plantes médicinales)

- Renforcer les liens entre organisations de pasteurs et éleveurs extensifs du niveau local au niveau international.
- Soutenir les compétences en gestion en particulier pour les femmes et les jeunes
- Documenter et promouvoir l'utilisation des savoir-faire et des connaissances traditionnelles/autochtones des éleveurs concernant les plantes, les races d'animaux, la médecine ethnovétérinaire, etc.

Soutenir les services sociaux adaptés aux moyens de subsistance mobiles

- Fournir et améliorer l'accès aux services financiers (épargne, crédit, assurance, etc.)
- Fournir des services de santé adéquats et appropriés et des services d'éducation formelle pour les communautés nomades (cliniques mobiles, etc.)
- Promouvoir la protection sociale et des programmes de protection sociale
- Promouvoir des technologies de communication et d'information tels que les téléphones fixes, mobiles et les chaînes de radio

La jeunesse et le genre: une attention particulière devrait être accordée aux femmes et aux jeunes afin de les responsabiliser et de renforcer leur accès aux ressources, aux formations et pour améliorer leur leadership au sein de leurs organisations.

Les domaines prioritaires d'intervention du FIDA pour faciliter le dialogue politique, le plaidoyer et d'autres initiatives politiques en faveur des organisations de pasteurs et d'éleveurs extensifs.

Au cours de la session spéciale avec les pasteurs et les éleveurs extensifs du Forum paysan 2016, nous, les représentants des pasteurs et éleveurs extensifs avons formulé des recommandations spécifiques pour le FIDA concernant les priorités d'intervention dans le domaine du dialogue politique afin de créer un environnement favorable pour le développement pastoral.

Nous exhortons le FIDA à élaborer une politique sur le pastoralisme en lien avec les recommandations de la synthèse d'évaluations de *L'engagement de la FAO et du FIDA sur le thème du développement pastoral*. Cette politique est nécessaire puisque le pastoralisme exige une approche particulière car au delà d'une activité économique, c'est un véritable mode de vie basé sur un riche patrimoine culturel et de savoirs traditionnels/autochtones. Cette politique devrait contenir des dispositions particulières concernant les femmes et devrait être sensible au genre et inclusive à tous les niveaux. En outre, cette politique devrait être inscrite dans un cadre plus large des droits de l'homme.

A travers ses projets d'investissement et ses subventions directes, le FIDA devrait renforcer les capacités institutionnelles et la gouvernance des organisations pastorales et des éleveurs extensifs pour leur permettre d'influencer les processus politiques aux niveaux local, national et régional. Le FIDA devrait apporter un soutien spécifique à ces institutions, organisations et réseaux pour qu'ils puissent mieux mettre en place leurs propres systèmes de collecte de données qui seront utilisés dans les processus politiques et de plaidoyer (par exemple les données sur l'impact du changement climatique sur le pastoralisme, sur la contribution du secteur pastoral au PIB / à l'économie nationale / à la sécurité alimentaire, sur les systèmes d'alerte précoce, etc.). Le FIDA devrait en outre soutenir l'accès de ces organisations pastorales à la connaissance et aux expériences d'autres pays (programmes d'échange sud / sud) et aux moyens pour suivre et évaluer la mise en œuvre de politiques publiques. Par conséquent, le FIDA devrait soutenir l'engagement indépendant des organisations pastorales dans le dialogue politique aux niveaux local, national et régional et international par des législations adaptées aux pasteurs et aux éleveurs extensifs et par la création et le renforcement de plateformes facilitant l'élaboration des politiques avec les gouvernements et les institutions régionales.

Le FIDA devrait continuer à mettre en œuvre sa politique d'Amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière en portant une attention particulière à la sécurisation foncière des terres communales pastorales et à la gouvernance des ressources naturelles. Une attention particulière devrait être accordée à la transhumance transfrontalière, la mobilité, et les conflits dans ces domaines. Ce faisant, les principes de fonctionnement de "consentement préalable libre et éclairé" devraient être appliqués systématiquement dans tous les projets et programmes d'investissement.

Inclusion des organisations de pasteurs et d'éleveurs extensifs aux différents stades du *modus operandi* du FIDA

Le pastoralisme est une question fondamentale pour le FIDA et le mandat du FIDA exige son intégration dans différents domaines thématiques. Par conséquent, nous demandons au comité de pilotage du Forum paysan de respecter le principe d'inclusivité tel qu'il est écrit dans le Consensus du Forum paysan de 2005, et donc d'inclure WAMIP et les autres réseaux régionaux et internationaux de pasteurs et d'éleveurs extensifs, comme membre du Comité de pilotage du Forum Paysan et d'associer ces alliances dans tous les autres processus politiques et de prise de décision aux niveaux national, régional et international. Nous demandons également au FIDA de se doter d'un technicien spécialiste du pastoralisme.

Nous demandons au FIDA d'informer systématiquement et en temps opportun les organisations de pasteurs et d'éleveurs extensifs sur le calendrier et le processus de préparation des stratégies pays du FIDA (COSOP) et de formulation des projets d'investissement pour inclure efficacement leur participation. Les COSOP devraient être fondées sur une évaluation participative des aspects sociaux, économiques et culturels et des moyens de subsistance des communautés pastorales.

Nous demandons au FIDA de promouvoir la représentation et la participation systématique des organisations pasteurs et éleveurs extensifs - en tenant compte du genre - dans les activités de l'équipe de gestion du programme-pays du FIDA et dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des projets et programmes d'investissement du FIDA.

Nous recommandons au FIDA de promouvoir l'établissement de partenariats tripartites entre le FIDA, les gouvernements et les organisations de pasteurs et d'éleveurs extensifs pour que nos organisations soient les acteurs de mise en œuvre des projets et programmes d'investissement du FIDA afin de renforcer un pastoralisme et un élevage extensif en harmonie avec la nature.

Nous reconnaissons que le mandat du FIDA est de travailler dans chaque pays au niveau national, mais nous demandons au FIDA d'adapter son *modus operandi* à la dimension transfrontalière de la question pastorale par l'inclusion des aspects transfrontaliers concernant notamment les ressources génétiques, la sécurité, les maladies animales, le commerce et les changements climatiques.

Cette déclaration est l'expression des besoins et des priorités des organisations de pasteurs et d'éleveurs extensifs à travers le monde. Nous reconnaissons les efforts de la consultation du FIDA pour entendre nos voix. Nous insistons pour que nos demandes soient entendues et prises en compte à travers des actions en faveur du développement durable dans les zones pastorales. Nous sommes pleinement engagés à contribuer et à participer aux programmes du FIDA.

Il y a de nombreux préjugés sur les pastoralistes et les éleveurs extensifs, ici nous souhaiterions dire haut et fort que nous ne sommes pas le problème mais la partie essentielle de la solution !